



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 109 - 6 avril 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

CAMEROUN :
OUVERTURE PAR LE
GROUPE CASINO
DE LA 1ERE
ENSEIGNE DE «
CASH & CARRY »
EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
FRANCOPHONE

MISE A DISPOSITION DE
DEVISES ETRANGERES
PAR LA BANQUE
COMMERCIALE
D'ETHIOPIE

SEYCHELLES :
SUPPRESSION DE 20
% DU PERSONNEL
D'AIR SEYCHELLES

TANZANIE :
CEREMONIE
ENTERINANT
L'ACQUISITION DES 4
RADARS THALES

GHANA : 65,7 M
USD POUR
RENFORCER LE
RESEAU
D'ELECTRICITE

BURKINA FASO: 30
M EUR APPORTES
PAR LA FRANCE
POUR DES PROJETS
DE SOUTIEN A
L'AGRICULTURE

ETHIOPIE :
INVESTITURE DU
NOUVEAU PREMIER
MINISTRE

CREATION DE LA
COMMUNAUTE
ÉCONOMIQUE DE LA
CORNE DE
L'AFRIQUE

OUGANDA :
INQUIETUDES DE LA
BANQUE CENTRALE
SUR LE NIVEAU
D'ENDETTEMENT DU
PAYS



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Création de la Communauté Économique de la Corne de l'Afrique

Les présidents du Soudan, de l'Éthiopie, de la Somalie, de l'Érythrée et de Djibouti se réuniront le 12 avril à Khartoum lors de la conférence fondatrice de la Communauté Économique de la Corne de l'Afrique (CECA), conférence qui actera la création de cette nouvelle zone d'intégration économique et politique. Les ministres des Affaires Etrangères se rencontreront la veille de la conférence.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : faiblesse de la génération de revenus internes dans les Etats fédérés

Le bureau national de la statistique vient de publier les chiffres sur les recettes générées en interne par les 36 Etats fédérés ainsi que leur niveau d'endettement, qui révèlent de fortes disparités entre les Etats. Seuls Lagos et Rivers apparaissent en mesure de générer plus de revenus internes que d'en percevoir de l'Etat fédéral, le restant des Etats dépendant des transferts fédéraux. L'Etat de Lagos, capitale économique et financière du pays, est le premier générateur de revenus internes à hauteur d'1,1 Md USD, représentant près de 36 % des revenus totaux générés par les Etats fédérés. Les Etats en queue de classement sont ceux du Nord-Est, toujours en proie à des difficultés sécuritaires et économiques majeures.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : accord entre la Suisse, le Nigéria et la Banque mondiale pour la restitution de fonds détournés

Les autorités nigérianes ont ratifié l'accord tripartite entre les gouvernements suisse, nigérian et la Banque mondiale, qui prévoit que les 321 M USD d'avoires saisis à la famille de l'ancien président nigérian Sani Abacha soient restitués au Nigéria au travers de la mise en place de projets de développement en faveur des plus démunis, supervisés par l'association internationale de développement (IDA). Pour rappel, l'ONG Transparency International estime que près de 5 Mds USD de fonds publics ont été détournés sous le gouvernement du Général Abacha, entre 1993 et 1998.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Banque centrale abaisse son taux directeur à 18 %

La Banque centrale du Ghana (BoG) a décidé d'abaisser son taux directeur de 20 à 18 %, justifiant son choix par la diminution soutenue de l'inflation en 2017 (-570 pdb) et en janvier-février 2018 (-130 pdb), qui atteint aujourd'hui 10,6 %. Selon les prévisions concordantes du FMI et de la BoG, cette tendance désinflationniste devrait se prolonger jusqu'à la fin de l'année et permettre au régulateur central d'atteindre son objectif d'inflation, compris entre 6 et 10 %. Néanmoins, les réductions successives du taux directeur intervenues l'an passé n'ont pour l'heure eu peu d'effet à la baisse sur les taux d'intérêt bancaires, qui demeurent prohibitifs pour la majeure partie des acteurs économiques.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement prévoit d'émettre 2,5 Mds USD d'Eurobond en 2018

Le gouvernement a exprimé par la voix de son ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, sa volonté d'émettre près de 2,5 Mds d'Eurobonds en 2018. 1 Md USD serait consacré au financement du déficit public de l'exercice en cours ; 1,5 Md serait dédié au rachat d'obligations passées dont les intérêts financiers sont supérieurs à ceux permis actuellement par les conditions de marché. Cette annonce va à l'encontre des préconisations du FMI, qui recommandait de plafonner l'émission de nouveaux Eurobonds à 500 M USD, au regard du ratio d'endettement du pays (proche de 70 %) et de la charge de sa dette sur les revenus de l'Etat (42 %).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : investiture du nouveau Premier ministre éthiopien, Dr. Abiy Ahmed**

Le Dr. Abiy Ahmed, président du parti Organisation démocratique des peuples Oromo (OPDO), a été investi Premier ministre lundi 2 avril par le Parlement éthiopien. Lors de son discours devant l'assemblée, il a adopté un discours conciliant avec l'Erythrée mais n'a pas abordé la fin de l'état d'urgence. Il devient ainsi le premier Oromo - ethnie majoritaire du pays représentant près d'un tiers de la population - à devenir chef du gouvernement éthiopien.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 2,2 Mds USD d'IDE en Ethiopie sur la première moitié de l'année fiscale**

Sur la première moitié de l'année fiscale (soit de juillet à décembre 2017), l'Ethiopie a attiré 2,2 Mds USD d'investissements directs à l'étranger (IDE), soit une hausse annuelle de 22 %, selon l'Ethiopian Investment Commission. Avec l'adoption de la Zone de libre-échange continentale africaine à Kigali le 21 mars, l'Ethiopie espère encore augmenter le volume d'IDE sur son territoire. Sur l'ensemble de l'année fiscale 2016/2017, l'Ethiopie avait attiré 3,8 Mds USD d'IDE.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : baisse de l'inflation en mars, en glissement annuel**

En glissement annuel, l'inflation s'est élevée à 4,2 % en mars 2018 contre 4,5 % en février et 4,8 % en janvier. Entre janvier et février, cette baisse est exclusivement liée à au reflux significatif de l'inflation alimentaire, poste qui constitue à lui-seul presque un tiers du panier de biens de référence pour le calcul de l'IPC. Entre février et mars 2018, si la baisse des produits alimentaires s'est poursuivie poursuit, elle a toutefois été atténuée par la hausse des prix des logements, de l'eau, de l'électricité et du gaz. L'inflation demeure ainsi dans la zone cible de la Banque centrale, établie entre 2,5 et 7,5 %.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : l'abrogation de la loi sur l'encadrement des taux bancaires attendue par la Banque centrale**

Le gouverneur de la Banque centrale, Patrick Njoroge, a déclaré que la loi d'encadrement des taux bancaires, effective depuis août 2016, pourrait être abrogée dès juin 2018. Cette décision est en cohérence avec les recommandations du FMI ainsi que les conclusions de l'étude d'impact de la Banque centrale sur la loi d'encadrement des taux d'intérêts publiée en mars 2018. La décision de baisser le taux directeur de la banque centrale de 50 points le 19 mars 2018, aurait ainsi été prise par anticipation de la suppression prochaine de cette loi.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : satisfecit du FMI lors de la 3e revue du programme FEC

Présente à Tananarive du 14 au 28 mars 2018, une mission du FMI a été conduite en vue de l'examen par le Conseil d'Administration de la troisième revue de l'accord FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), prévue en juin 2018. La mission juge globalement positifs les résultats obtenus dans le cadre du programme FMI : la croissance du PIB devrait atteindre 5,0 % en 2018 et l'inflation devrait passer sous les 8 % d'ici fin 2018 également. Tous les objectifs quantitatifs à fin décembre 2017 ont été atteints, voire dépassés dans le cas des réserves de change et du solde budgétaire. Le FMI exhorte néanmoins les autorités à poursuivre la réforme de la Jirama, la compagnie publique d'eau et d'électricité, encore lourdement déficitaire en 2017, à augmenter l'investissement public et à renforcer la gouvernance à travers l'adoption de lois sur le recouvrement des avoirs illicites et la lutte contre le blanchiment de capitaux.

✉ eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr

▼ Maurice : hausse de 3,9 % de l'indice boursier au premier trimestre

En phase avec le regain d'optimisme des milieux d'affaires, l'indice général du marché boursier mauricien (Semdex) affiche une hausse de 3,9 % pour le premier trimestre 2018 et une capitalisation de 8,6 Mds USD au 30 mars, en augmentation de 4,6 % par rapport au 1^{er} janvier 2018. Pour sa part, l'indice du second marché (Demex) a enregistré une hausse trimestrielle de 4,3 %. La capitalisation totale de ces deux marchés s'est élevée à 10,6 Mds USD au 30 mars.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Ouganda : inquiétudes de la banque centrale sur le niveau d'endettement du pays

Dans le cadre de la présentation de son dernier rapport sur l'état de l'économie, le gouverneur de la Banque centrale a exprimé des inquiétudes sur l'évolution de l'endettement ougandais. Il a rappelé que le montant de la dette publique de l'Ouganda a presque triplé ces trois dernières années pour atteindre 10,3 Mds USD fin décembre 2017 soit 37 % du PIB. Le rapport ajoute que l'endettement public externe constitue près des 2/3 de la dette publique totale. Le paiement des intérêts de la dette, qui a constitué 17,3 % des dépenses de l'état sur l'année fiscale 2018/2019, soit le premier poste budgétaire du pays, pourrait également affecter la croissance en raison de la baisse induite des investissements publics.

✉ hocine.mourchid@dgtrésor.gouv.fr

▼ Tanzanie : remise du rapport de l'Auditeur général sur la soutenabilité de la dette

L'Auditeur général (CAG), Mussa Assad, a remis au Président John Magufuli le 27 mars 2018 son rapport 2016/2017, qui fait état d'une dette publique en augmentation, mais qui reste soutenable. Sur cette base, le Président a déclaré que le pays pourrait emprunter pour financer ses projets de développement. La dette publique de la Tanzanie a augmenté de près de 1,4 Mds USD en 2017 pour atteindre 22,6 Mds USD en janvier 2018, contre 21,2 Mds USD l'année précédente. La dette de la Tanzanie, qui représente ainsi 33,5 % du PIB, est jugée soutenable par le FMI.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : les recettes des exportations de biens et services tanzaniennes en hausse sensible en 2017**

La valeur des exportations des biens et services de la Tanzanie a augmenté de près de 26,9 % (soit une augmentation de 225,9 M USD) en 2017, selon les derniers chiffres de la Banque centrale. Cette performance est imputée en particulier à l'exportation des clous de girofle et de produits manufacturés. Le volume des exportations de clous de girofle est passé de 3 155 tonnes (24,9 M USD) à 7 002 tonnes (55,3 M USD). Les exportations de produits manufacturés, qui comprennent les réexportations, sont passées de 1,5 M USD à 6,1 M USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le service de la dette publique en forte hausse en 2017**

Le Ministère des Finances a publié le 2 avril dernier, sa note sur l'exécution budgétaire à fin décembre 2017. Le service de la dette publique pour 2017 s'établit à 726,1 Mds FCFA contre 595,6 Mds de FCFA en 2016, soit une hausse 21,9 %.

Les paiements au titre de la dette intérieure augmentent de 29,5 %, et sont exécutés à hauteur 113,1 %. Pour ce qui est du service effectif de la dette extérieure, les paiements sont chiffrés à 270,5 Mds FCFA à fin décembre 2017 en hausse de 11 %. Il est exécuté à 83,3 %, toutefois, selon le ministre des Finances, il n'y a pas eu d'accumulation d'arriérés sur cette dette.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la dette publique se situe à 6 156 Mds FCFA au 31 janvier 2018**

A l'occasion d'une séance plénière du Sénat, le 28 mars, le ministre des Finances, M. Louis-Paul Motaze, a annoncé que la dette publique du Cameroun s'élevait à 6 156 Mds FCFA au 31 janvier 2018. L'endettement public avoisinerait ainsi les 30 % du PIB, soit un niveau inférieur au chiffre annoncé par le FMI suite à la 1ère revue du programme (33,7 % du PIB à fin 2017). Selon les prévisions de Standard & Poor's (S&P), la dette publique camerounaise devrait continuer à augmenter au cours des prochaines années pour atteindre 33 % du PIB à fin 2020.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : en mission à Brazzaville, le FMI espère conclure les discussions avec le pays**

La délégation du FMI, arrivée le 2 avril à Brazzaville pour deux semaines, souhaite conclure les discussions avec le gouvernement congolais. Celles-ci porteront essentiellement sur les réformes amorcées par le pays en matière de gouvernance ainsi que sur la situation de la dette extérieure, l'objectif visé étant de s'assurer que la dette congolaise redevienne soutenable au moment de la conclusion d'un programme avec le Fonds. L'institution financière souhaite également que les assurances du financement attendu par l'État congolais dans le cadre de la restructuration de la dette soient délivrées chaque année pendant la durée du programme.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon: visite du Directeur du département Afrique du FMI**

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme avec le FMI approuvé en juin 2017, le directeur du département Afrique du Fonds, M. Abebe Amero Sélassié, a effectué une visite de travail à Libreville les 25 et 26 mars. Selon M. Sélassié, le Gabon doit poursuivre ses efforts de réforme afin de garantir le bon déroulement du programme. Les questions de l'accroissement des recettes fiscales non pétrolières et de la réduction des dépenses non essentielles étaient particulièrement visées. M. Sélassié a considéré, par ailleurs, qu'il était nécessaire de mettre en place un plan crédible de règlement des arriérés internes et externes. Cette visite précède la seconde revue de l'accord qui devrait se dérouler courant avril.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Togo : création d'une agence en charge de la promotion de l'agro-industrie

L'Agence de promotion et de développement des agropoles au Togo (APRODAT) a pour objectif de stimuler l'investissement privé dans le secteur agricole. Conformément au Plan d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN), l'APRODAT doit aider à valoriser la transformation des matières premières avant exportations. Le développement des agropoles est soutenu par un don de la BAD de 7,4 Mds FCFA. Le secteur agricole représente 40 % du PIB du Togo et emploie 60 % de la population active, mais le pays connaît dans le même temps un déficit commercial de près de 40 M USD en matière de biens alimentaires (soit ¼ de ses exportations dans ce secteur).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : mise à disposition de devises étrangères par la Banque Commerciale d'Ethiopie

La Commercial Bank of Ethiopia (CBE) a mis à disposition 300 M USD de devises étrangères pour les importateurs éthiopiens. Cette somme a été délivrée à 1 650 opérateurs dans des secteurs prioritaires comme l'industrie et la pharmaceutique afin que ces derniers puissent régler leurs importations. L'année dernière la CBE a récolté 4,5 Mds USD grâce aux exportations et aux transferts de la diaspora. A la fin de l'exercice fiscal 2016/2017, les réserves de devises étrangères éthiopiennes n'étaient que de 3,2 Mds USD, permettant ainsi de couvrir seulement 1,8 mois d'importations.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : réforme indispensable du système des pensions

Au regard du vieillissement de la population, le coût pour les finances publiques du régime actuel des fonds de pension devrait passer de 2 % du PIB à plus de 6 % d'ici une quarantaine d'années. Si dans le privé, l'âge de la retraite a été étendu à 65 ans, les droits à pension peuvent toujours être liquidés dès 60 ans. Les salariés peuvent ainsi conserver leur emploi tout en percevant une pension. Ce décalage donne lieu actuellement à de nombreux débats au sein du National Pension Fund qui se voit pressé par les compagnies d'assurance de mettre fin à ces distorsions afin de maintenir la soutenabilité financière du système des retraites.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : levée de l'embargo kényan sur les volailles ougandaises

Le gouvernement kényan prévoit de lever l'embargo sur les produits avicoles en provenance d'Ouganda après un embargo de 15 mois sur les poulets et les œufs, en raison d'une maladie virale. Les autorités kényanes ont déclaré que cette décision faisait suite à une évaluation qui a confirmé que la grippe aviaire ne constituait plus un risque sérieux. Seules trois entreprises ougandaises étaient autorisées par le ministère l'Agriculture kényan à exporter depuis août dernier, date de la mise en place de l'interdiction.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : suspension des privilèges commerciaux du Rwanda dans le cadre de l'AGOA**

A la suite de la décision du Rwanda de multiplier par 20 les taxes douanières sur les vêtements d'occasion en provenance des Etats-Unis, Donald Trump a décidé de suspendre les avantages commerciaux dont bénéficiaient les produits textiles importés du Rwanda dans le cadre de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act). Cet accord commercial, mis en place en 2000 pour faciliter et réguler les échanges entre les Etats-Unis et l'Afrique, est applicable si le pays participant ne met en œuvre aucune interdiction douanière sur les produits américains. Alors que les exportations du Rwanda vers les Etats-Unis ont atteint 2,16 M USD aux Etats-Unis, le pays a obtenu un délai de 60 jours pour modifier sa politique avant d'être définitivement retiré de la liste des bénéficiaires.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : soutien de 50 M USD de la Banque islamique de développement au profit des PME nigérianes

La Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), filiale de la Banque islamique de développement (IDB), a signé des accords de financement avec les banques SunTrust, Jaiz et Wema à hauteur respectivement de 10 M USD, 20 M USD et 20 M USD afin de soutenir les petites et moyennes entreprises au Nigéria. Par ailleurs, Wema Bank Plc a également signé un accord de ligne de crédit de 15 M USD avec la Banque africaine de développement (AfDB). Au Nigéria, les prêts aux PME ne représentent qu'une part infime du portefeuille de prêts des banques commerciales, à moins de 1 %, alors que ces structures contribueraient pour près de la moitié de la richesse nationale.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon: la Chine fait un don de 12,7 Mds FCFA au Gabon dans le domaine médical

L'Ambassadeur de Chine au Gabon, M. Hu Changchun, et le ministre délégué à l'Économie, Edwige Betah, ont signé, le vendredi 30 mars, un protocole d'accord de don portant sur la construction d'infrastructures sanitaires au Gabon. Cette aide financière, qui s'élève à 12,7 Mds FCFA, s'inscrit dans la continuité d'un soutien chinois dans le domaine de la santé, qui s'est matérialisé par la venue d'un navire médical chinois sur les côtes gabonaises il y a quelques mois.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso: 30 M EUR apportés par la France pour des projets de soutien à l'agriculture

Cette enveloppe se répartit comme suit : 15 M EUR pour financer un projet d'appui à l'agriculture contractuelle et transition écologique (PACTE), 13 M EUR en faveur du Projet de sécurité alimentaire dans l'Est du Burkina Faso (PSAE) et 2 M EUR pour un projet d'appui aux communes de l'Ouest du Burkina Faso (PACOF). Les deux-tiers du montant seront accordés sous forme de don quand le tiers restant sera alloué sous la forme d'un prêt concessionnel.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 42 M EUR de la Banque mondiale pour renforcer la sécurité foncière en milieu rural

Ce financement de 27,5 Mds FCFA (42 M EUR) vient appuyer, à travers le Projet d'appui à la politique foncière (LPIIP), la nouvelle Agence foncière rurale (Afor) afin de réviser la stratégie actuelle de gestion et sécurisation du foncier rural, jugée inefficace par la Banque mondiale (BM). Le LPIIP prévoit entre autre l'introduction d'un réseau géodésique et d'un cadastre viable, le développement d'un nouveau processus simplifié d'enregistrement systématique des droits fonciers, notamment coutumiers, et la mise en place de programmes de formations sur la sécurité foncière en milieu rural afin d'étendre à terme ce système d'enregistrement à l'ensemble du pays.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : 175 M EUR accordés par l'UE dans le cadre du 11^e FED**

Dans le cadre du 11^e Fond européen de développement (FED), 3 conventions de financement ont été signés le 30 mars 2018 par l'Ambassadeur de l'UE et les ministres maliens des affaires étrangères et de l'économie et des finances. La 1^{ère} convention porte sur un contrat d'appui budgétaire de 130 M EUR sur la période 2018-2020 pour renforcer les capacités de l'Etat. La 2^{ème} va financer un programme d'appui à l'inclusion scolaire de 40 M EUR, qui ciblera entre 500 000 et 800 000 enfants de 7 à 12 ans déscolarisés. Enfin, la 3^{ème} convention porte sur un programme de 5 M EUR au bénéfice des initiatives de la société civile en faveur du genre.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : rejet de la demande d'annulation du projet de centrale à charbon à Lamu**

La High Court de Mombasa a rejeté une plainte portée par l'activiste Okiya Omtatah qui remet notamment en cause les résultats de l'évaluation environnementale réalisée par le ministère de l'Environnement ainsi que le contrat d'achat d'électricité conclu entre l'état et Amu Power, la compagnie en charge de l'exploitation de la future centrale. Le juge a justifié sa décision en expliquant que la partie plaignante n'avait pas respecté les procédures légales et qu'elle aurait dû d'abord soulever une objection devant le tribunal de l'Energie au moment de la publication officielle de la licence de production électrique octroyée par l'Agence de Régulation de l'Energie ainsi que devant le tribunal de l'Environnement, une instance dédiée chargée de statuer sur les décisions d'octroi de licences environnementales prises par le ministère de l'Environnement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : 11 M USD de prêts au gouvernement annoncés par la BAD**

Le représentant de la Banque Africaine de Développement (BAD), Mohamed Cherif, a annoncé le 30 mars des projets en faveur de Madagascar pour un total de 11,23 M USD, et ce dans le cadre du Document de Stratégie Pays 2017-2021. Un montant de 7,23 M USD sera consacré à la formation et la promotion des projets de 410 jeunes entrepreneurs appelés à intégrer les chaînes de valeurs agricoles et agro-industrielles. Deux études de faisabilité seront financées pour 3 M USD en vue du Projet de renforcement et d'interconnexion des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar (PRIITEM) et du Projet de Pôle intégré de croissance agroindustrielle dans le Sud (PICAS). Enfin, une action est prévue pour lutter contre la résurgence de l'épidémie de peste (1 M USD).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : accord de 48,94 M USD avec la Banque mondiale pour l'électrification rurale**

Le gouvernement et l'agence internationale de développement (AID) du groupe de la Banque Mondiale viennent de signer un accord de près de 50 M USD qui aidera à accroître l'accès à l'électricité dans le pays dans le cadre de la stratégie nationale pour la transformation (2017-2024). 445 000 connexions hors réseau devraient être déployées et ainsi bénéficier à 1,8 million de personnes.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : lettre ouverte de députés américains à leur gouvernement pour alerter quant à la situation au Soudan**

57 députés américains ont, dans une lettre ouverte au Secrétaire d'Etat adjoint, John Sullivan, mis en garde contre le gouvernement soudanais, qui, selon eux, maintient une politique de répression à l'égard de sa propre population, et ce afin de permettre l'enrichissement d'une mince élite. Ils expriment aussi leur inquiétude concernant une potentielle normalisation des relations soudano-américaines, considérant que le régime soudanais viole quotidiennement les droits de l'homme les plus élémentaires, continue à soutenir des groupements extrémistes et réprime les minorités religieuses. A ce jour, le Soudan est toujours sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme, mais aspire vivement à en sortir, condition sine qua none pour bénéficier d'un allègement de sa dette extérieure.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Banque mondiale annonce le décaissement de la 2ème tranche de son appui budgétaire**

Ce décaissement, d'un montant de 52,6 Mds FCFA, devrait intervenir d'ici le mois de septembre et appuyer le programme de réforme du Cameroun, dont celle des marchés publics. Pour mémoire, la 1^{ère} tranche d'un montant de 106 Mds FCFA avait été décaissée fin 2017 et était dédiée à l'appui aux politiques de développement pour la consolidation budgétaire et la croissance inclusive au Cameroun. Une dernière tranche est attendue en 2019, sous réserve de la mise en œuvre satisfaisante du programme économique et financier avec le FMI.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : cinq accords de coopération signés à l'issue de la visite du Président Paul Biya en Chine**

La visite du Président camerounais Paul Biya en Chine la semaine dernière a donné lieu à la signature de cinq accords de coopération entre les deux pays. Ces accords portent sur la coopération économique et technique entre le Cameroun et la Chine, le développement des ressources humaines, le renforcement de la coopération en matière d'infrastructures, un prêt concessionnel d'un montant de 50 Mds FCFA pour la 2^{ème} phase du projet d'alimentation en eau potable dans neuf villes camerounaises et enfin, un accord-cadre entre la Commission nationale du développement et de la réforme de Chine et le ministère camerounais de l'Économie.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Bénin : hausse de 30 % du prix-plancher d'achat de l'anacarde

Les producteurs de noix recevront au minimum 650 FCFA/kg lors de la campagne de commercialisation 2017-2018 (prévue du 15 mars au 31 octobre 2018), contre 500 FCFA/kg lors de la campagne précédente. Cette décision intervient dans un contexte de baisse du prix de l'anacarde, après entre autre l'annonce du Vietnam d'interrompre ses importations de noix depuis l'Afrique en raison d'un prix jugé trop élevé. La production régionale d'anacarde devrait néanmoins augmenter de 3,7 % grâce à de bonnes conditions climatiques en Côte d'Ivoire et au Bénin.

✉ quentin.ernoult@dgtrésor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : un financement de 90 M USD en faveur de l'agriculture commerciale

Initié par l'État congolais et la Banque mondiale, le projet de développement de l'agriculture commerciale (PDAC) vise à améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès au marché des opérateurs économiques du secteur. Doté de 60 Mds FCFA (90 M USD) pour une durée de mise en œuvre de cinq ans, il devrait mettre l'accent sur les projets agro-industriels et renforcer un secteur qui, malgré son caractère prioritaire, n'avait pas bénéficié jusqu'à présent d'investissements publics conséquents. Ce projet vient consolider les acquis du précédent projet PDARP 2008-2017, dédié essentiellement à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

✉ catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : 65,7 M USD pour renforcer le réseau de distribution d'électricité

Le distributeur public d'électricité NEDCo, qui couvre 64% du territoire ghanéen, dont les villes et terres éloignées d'Accra, va bénéficier d'un accord de subvention de 65,7 M USD afin de financer un programme de renforcement de son réseau de distribution. La somme sera dédiée à l'acquisition de nouveaux systèmes d'information, de véhicules de transports et d'équipements de protection. Entre 1,4 et 2,2 M de ghanéens devraient bénéficier d'une meilleure fourniture d'énergie. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme Ghana Power Compact, portée par l'agence américaine Millenium Challenge Corporation (MCC), qui met à disposition du Ghana une enveloppe de 535 M USD de subventions pour le secteur de l'énergie.

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ Guinée : nouvelle centrale thermique de 50 MW à Conakry pour 121 M USD

La construction de cette centrale sera assurée par la société australienne Endeavour Energy (EE) pour un coût total de 121 M USD, à travers un contrat de type Construction-Exploitation-Transfert (BOT). 32 M USD de fonds propres seront apportés par EE et 89 M USD seront financés par emprunt auprès des sociétés d'investissement américaine, Overseas Private Investment Corporation (OPIC), et anglaise, Commonwealth Development Corporation (CDC). Cette centrale, dont les travaux doivent durer 15 mois, permettra d'augmenter jusqu'à 10 % l'offre d'électricité du pays pour alimenter jusqu'à 1M de foyers. Le taux d'électrification de la Guinée est actuellement de 30 % pour une population de 12,4M d'habitants.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Nigéria : les principaux cimentiers se financent sur les marchés financiers

Dangote Cement a obtenu l'accord de la commission boursière du Nigéria (SEC) pour lever 300 Mds NGN (833 M USD) d'obligations en monnaie locale, par tranches de 50 Mds NGN (114 M USD), afin de financer son expansion et refinancer sa dette. La compagnie a déclaré un résultat net pour l'année 2017 en augmentation de 43 % à 204 Mds NGN (567 M USD). Son principal concurrent sur le marché nigérian, Lafarge Africa, a quant à lui complété une augmentation de capital de 131,6 Mds NGN (366 M USD) initiée en novembre 2017. Pour rappel, Dangote Cement est le principal cimentier du Nigéria avec une part de marché de 65 % en 2017, suivi de Lafarge Africa et BUA.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : cérémonie entérinant l'acquisition des 4 radars Thales pour les aéroports tanzaniens

Le 2 avril 2018, le Président John Magufuli a officiellement entériné l'acquisition de quatre nouveaux radars fournis par Thalès pour les aéroports tanzaniens de Dar es Salaam, de Kilimandjaro, Mwanza et Songwe. En août 2017, TCAA, l'autorité tanzanienne de l'aviation civile, avait signé avec Thalès un contrat de 34 M USD (28 M EUR) pour la livraison de 4 radars civils (Star NG et RSM970S) et d'un système de gestion automatique du trafic aérien (TopSky-ATC). Ce projet d'une durée de 18 mois permettra à l'aviation civile tanzanienne de renforcer de manière importante ses capacités et de maîtriser l'ensemble de son espace aérien sur la base de procédures automatisées.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Services

Microfinance : 272 établissements sous stress financier selon la Banque centrale ghanéenne

Selon le dernier rapport de la Banque centrale sur le secteur financier, 272 institutions de microfinance (IMF) et banques rurales connaîtraient actuellement une situation d'illiquidité ou seraient proches de la faillite. Ce nombre représente près de 38,5 % de l'ensemble des établissements financiers non bancaires du pays. La situation menacerait directement les dépôts de plus de 700 000 personnes estimés à 135 M EUR. Plus de la moitié du total des dépôts détenus par les IMF seraient en péril. Depuis un an, deux banques ont été liquidées, une placée sous administration et huit autres demeurent sous étroite surveillance, tandis que près de 100 IMF ont vu leur licence révoquée.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

Burkina Faso : un bénéfice net en hausse de 19 % pour Coris Bank en 2017

Le total bilan de la banque burkinabé a atteint 1132 Mds FCFA (1725 M EUR) au terme de l'exercice 2017, contre 885 Mds FCFA (1350 M EUR) en 2016, soit une hausse de 28 % en un an. Son bénéfice net a lui augmenté de 19 %, à 19,6 Mds FCFA (30 M EUR). Ces performances sont dues à l'encours de crédits qui a progressé de 31 %, à 542 Mds FCFA (826 M EUR). Cette évolution des crédits a été soutenue par celle des dépôts qui se sont établis à 620,5 Mds FCFA (946 M EUR), soit une hausse annuelle de 48 %.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Côte d'Ivoire : Ecobank réalise un résultat net annuel en hausse de 21 % en 2017

La filiale ivoirienne du groupe bancaire panafricaine, Ecobank, a réalisé un produit net bancaire (PNB) de 76,9 Mds FCFA en 2017, soit une hausse de 10 % par rapport à 2016. Le résultat net de la filiale a progressé de 21 % en glissement annuel, pour s'établir à 26,5 Mds FCFA. Ces résultats reflètent la bonne dynamique des crédits à la clientèle. Ceux-ci ont en effet progressé de 20 %, soutenus par une meilleure mobilisation des dépôts (+15 %).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

Congo-Brazzaville : la modernisation des douanes congolaises se poursuit

Après l'ouverture des agences d'Ouessou, de Pokola et de Ngombé, dans le département de la Sangha, deux Guichets uniques de dédouanement (Gud) ont été ouverts, le 30 mars à Sibiti - dans la Lékoumou -, et à Nkayi - dans la Bouenza. Le déploiement de ces guichets à l'intérieur du pays s'inscrit dans le cadre du plan de modernisation des douanes congolaises amorcé depuis 2015 avec l'ouverture de l'agence de Pointe-Noire et celle de Brazzaville en juin 2017. Dans le souci de sécuriser les recettes publiques et d'en assurer une meilleure traçabilité, l'État congolais a confié à la Banque postale du Congo la mission d'informatiser les recettes douanières dans toutes les localités où sont implantés les Guichets uniques de dédouanement.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Niger : la BSIC inaugure un nouveau siège à Niamey

La Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) au Niger a inauguré un nouveau siège à Niamey, en présence du président nigérien Mahamadou Issoufou. Créée en avril 1999 pour financer les investissements et promouvoir le commerce dans la communauté sahélo-saharienne, la BSIC Niger compte parmi les 12 banques présentes dans le pays. Cette banque communautaire des États du Sahel est entièrement détenue par un actionariat public et comporte 14 pays membres. Le Président nigérien a, par ailleurs, appelé toutes les banques à s'implanter davantage à l'intérieur du pays pour améliorer le taux de bancarisation, qui reste très faible au Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : 7,6 M EUR investit par Carena pour la construction d'un 3^e dock

La Compagnie abidjanaise de réparation navale (Carena), plus grand chantier naval d'Afrique de l'Ouest (36 M EUR de chiffre d'affaires) et filiale des français Bolloré transport logistics (BTL) et Sofia, vient d'annoncer un investissement de 7,6 M EUR dans l'acquisition d'un troisième dock. Cette nouvelle structure doublera la surface d'accueil du chantier naval, ce qui augmentera sa capacité d'accueil de 40 %.

✉ paul.vernus@dgtrésor.gouv.fr

▼ Seychelles : suppression de 20 % du personnel d'Air Seychelles

Compte tenu des difficultés de son actionnaire, Etihad Airways, Air Seychelles vient d'annoncer qu'elle allait procéder à une baisse drastique de ses effectifs avec le licenciement de 174 employés et le non remplacement de 24 postes vacants. Au total, cela va engendrer une réduction de plus de 20 % de ses effectifs. Air Seychelles se concentre désormais sur les dessertes régionales au sein de l'Océan indien. Depuis début avril, le programme de vols d'Air Seychelles est amputé des trois rotations hebdomadaires vers Paris-CDG et de celle vers Antananarivo. Air Seychelles va en outre réduire sa flotte au strict minimum : les deux Airbus A330-200 seront rendus à la société de leasing AerCap, tandis qu'un des six Twin Otter sera vendu ; elle ne conservera donc que deux A320.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Togo : le groupe SUNU devient actionnaire majoritaire de la BPEC

La filiale Sunu investment holding du groupe-assureur panafricain Sunu vient d'entrer au capital de la Banque populaire pour l'épargne et le crédit (BPEC), ancienne Caisse d'épargne togolaise, en acquérant 58,1 % des parts. Les anciens actionnaires majoritaires, Afric invest financial sector et Cauris croissance, n'en détiennent respectivement plus que 19,5 % et 7,6 %. La BPEC exprimait fin décembre 2017 un besoin de recapitalisation de l'ordre de 26,4 M EUR et n'a pas généré de résultat net positif depuis 2013. Sur demande du FMI, un projet de fusion avec l'Union togolaise de banque (UTB) et la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI), deux autres banques sous-capitalisées, est en cours.

✉ quentin.ernoult@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Teleology Holdings Limited débute la procédure de rachat de 9mobile**

Teleology Holdings a versé le 21 mars la caution non-remboursable de 50 M USD exigée pour sceller le rachat de l'opérateur 9mobile et a signé la convention de rachat d'actions. Teleology dispose de 90 jours pour verser les 500 M USD restants du rachat de 9mobile, alors que son Directeur général Adrian Wood ait déjà dévoilé une partie de la nouvelle stratégie de l'opérateur, comprenant notamment un partenariat avec Safaricom, le plus grand opérateur de réseau est-africain, le déploiement de nouvelles stations 3G/4G, le déroulage de plusieurs milliers de kilomètres de fibre optique ou encore la couverture internet haut débit des zones rurales.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : ouverture par le groupe Casino de la 1^{ère} enseigne de « Cash & Carry » en Afrique subsaharienne francophone**

Lancé par le groupe Casino à travers sa filiale 3C Cameroun, le magasin BAO cash & carry, spécialisé dans la vente en gros et demi-gros, va proposer une offre de 3 000 produits (locaux et importés), essentiellement alimentaires, complétés par quelques références non alimentaires (accessoires pour la maison, soins du corps, articles de droguerie, etc.). Le groupe Casino a par ailleurs annoncé un investissement futur d'un montant compris entre 15 et 20 Mds FCFA pour la construction de neuf autres magasins entrepôts dans plusieurs grandes villes du pays.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon: chiffre d'affaires en hausse pour Total Gabon en 2017**

L'entreprise Total Gabon, filiale gabonaise du groupe pétrolier français, a affiché un chiffre d'affaires de 914 M USD en 2017, contre 784 M USD en 2016. Cette augmentation de 17 % est principalement due à la hausse du prix de vente moyen des bruts (en hausse de 31 % par rapport à 2016). La production liée aux participations de Total Gabon s'est élevée en 2017 à 44 600 barils/jour, en baisse de 6 % par rapport à 2016. Cette baisse s'explique, principalement, par la cession à la société Perenco d'actifs matures l'année dernière et par le déclin naturel des champs.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Nigéria : 1^{ère} visite du Président Buhari à Lagos depuis son élection en 2015

Le Président Muhammadu Buhari s'est rendu à Lagos pour une visite officielle de deux jours les 29 et 30 mars ; il s'agit de sa première visite depuis son arrivée au pouvoir en 2015. Le Président a inauguré le terminal de bus d'Ikeja en présence du Gouverneur de l'Etat de Lagos, Akinwunmi Ambode. Le vice-Président, Yemi Osinbajo, également de la visite, s'est rendu quant à lui sur le chantier du port en eaux profondes dans la Lekki Free Trade Zone, une zone franche située à 60 km à l'est de Lagos sur laquelle certaines entreprises sont déjà implantées (majoritairement chinoises). Le Président doit visiter Eko Atlantic City, visant à construire une ville nouvelle sur 10 km² de sable gagnés sur la mer.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Importante représentation française au salon Agrofood & Plastprintpack Nigeria 2018

Du 27 au 29 mars s'est tenue à Lagos la 4^{ème} édition du salon Agrofood & Plastprintpack Nigeria avec plus de 140 exposants et 22 pays représentés. La France, qui a été saluée à l'occasion de la cérémonie d'ouverture comme le partenaire historique de l'événement au Nigéria, était représentée par une délégation de 16 entreprises d'équipements agricoles et de l'industrie agroalimentaire, menée par l'ADEPTA (Association pour le Développement des Echanges internationaux de Produits et Techniques Agroalimentaire). Il s'agissait de la deuxième délégation en taille après celle de l'Allemagne.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : report du second tour de l'élection présidentielle au 31 mars

Initialement prévu le 27 mars, le second tour de l'élection présidentielle aura finalement lieu le 31 mars. La Haute Cour du pays a rejeté, le 26 mars, un recours déposé par Ibrahim Koroma, juriste membre de l'APC (parti au pouvoir) réclamant une enquête pour fraude électorale, ce qui a retardé l'organisation du second tour. Pour rappel, lors du premier tour, le 7 mars, le candidat principal du parti d'opposition SLPP, Julius Maada Bio, est arrivé en tête avec 43,3 % des suffrages, légèrement devant celui du parti au pouvoir APC, Samura Kamara, avec 42,7 % des voix. Les missions d'observateurs étrangers ont salué le bon déroulement du scrutin, marqué par une participation atteignant le niveau exceptionnel de plus de 84 %.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : retrait de la MINUL après 15 ans de présence

Présente à l'occasion de la cérémonie de fin de mandat, Amina J. Mohammed, vice-Secrétaire générale de l'ONU et ancienne ministre de l'Environnement du Nigéria, a salué le succès de cette mission de maintien de la paix, déployée en 2003 afin d'aider le gouvernement à consolider la paix et la stabilité. L'ancienne ministre a remercié les représentants spéciaux, le personnel civil et militaire ainsi que les pays fournisseurs de contingents, et a saisi l'occasion pour rendre un hommage particulier aux 200 casques bleus morts dans le cadre de cette mission. Malgré le départ de la mission le 30 mars, 17 fonds et agences des Nations unies se maintiendront au Libéria.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : recensement de la population prévu pour 2018**

Le Secrétaire général du ministère burkinabè de l'économie, des finances et du développement, M. Seglaro Abel Somé, a annoncé que le recensement général de la population et de l'habitation envisagé depuis 2016 sera finalement réalisé cette année 2018. Pour mémoire, le dernier recensement général de la population et de l'habitation date de 2006.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

anne.cussac@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

objectifafrique_daoui@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

